

Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 CERGY-PONTOISE

Pontoise, le 20 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23 mai 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SNAVEB
ZAE du chemin vert
95340 PERSAN

Référence : ud95-2023-0456
Code AIOT : 0006505940

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 mai 2023 dans l'établissement SNAVEB implanté ZAE du chemin vert à PERSAN (95340). L'inspection a été annoncée le 08 mai 2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNAVEB
- ZAE du chemin vert - 95340 PERSAN
- Code AIOT : 0006505940
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SNAVEB a repris les activités de la société SARP OSIS IDF en juillet 2022. Ce changement fait suite à une cession de fonds de commerce des activités "Travaux pétroliers industriels" de la SARP OSIS IDF à la société SNAVEB. Ces deux sociétés sont des filiales de SARP. La demande de changement d'exploitant a été réalisée auprès du Préfet du Val d'Oise en octobre 2022.

SNAVEB assure l'entretien et le nettoyage de réservoirs contenant des hydrocarbures ou des aires de lavage dans les stations-services ou pour les particuliers. Elle est amenée à regrouper et à pré-traiter, par séparation de phases, les déchets hydrocarbonés (prétraitement par décantation naturelle et à l'aide d'un dégrilleur).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
10	Prévention de la pollution de l'eau et des sols	Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 4.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Prévention de la pollution de l'eau et des sols	Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 4.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
12	Prévention des nuisances sonores	Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, chapitre 6.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Prévention des risques technologiques	Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 7.6.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
15	Rapport annuel	Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article Titre 9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature des installations classées	Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Nature des activités	Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 1.2.3.1	/	Sans objet
3	Nature des installations classées	Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 1.2.4	/	Sans objet
4	Nature des activités	Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 8.1.2	/	Sans objet
5	Nature des activités	Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 8.1.3	/	Sans objet
6	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 4.2.2	/	Sans objet
7	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 4.2.5	/	Sans objet
8	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 4.3.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 4.3.10	/	Sans objet
13	Prévention des risques technologiques	Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 7.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant réalise les différents suivis imposés par son arrêté, mais n'est pas rigoureux sur les fréquences. Par ailleurs, en mars 2023, l'exploitant a réalisé sa première campagne de mesures dans les eaux souterraines à l'aide de 3 piézomètres. Dans le même temps, il a réalisé des sondages des sols. Les résultats d'analyses des mesures dans les eaux souterraines et dans les sols ont montré des impacts significatifs en différents polluants repris dans le corps du rapport. Or, les actions proposées par l'exploitant, consécutives à la mise en évidence de ces impacts, n'apparaissent pas suffisantes. Sans réponse satisfaisante dans les 3 mois quant aux actions correctives proposées, l'inspection proposera à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations classées

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement
3510	A	Traitement de déchets dangereux Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : – traitement biologique – traitement physico-chimique – mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 – reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 – récupération / régénération des solvants – recyclage / récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques – régénération d'acides ou de bases – valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution – valorisation des constituants des catalyseurs – régénération et autres réutilisations des huiles – lagunage	Traitement de plus de 10 t/j de déchets dangereux : – Traitement physico-chimique (décantation, séparation de phases, ...), reconditionnement	capacité de plus de 10 t/j
3550 (rubrique principale)	A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits dans l'attente de la collecte	Stockage temporaire de déchets dangereux 110 tonnes de déchets dangereux stockés sur le site.	capacité totale > 50 tonnes
2718-1	A	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation étant : > supérieure ou égale à 1 t	Transit / Regroupement de déchets dangereux : Quantité maximale sur le site : 110 t (densité : 1)	Quantité susceptible d'être présente sur le site ≥ 1 t
2716	NC	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux, non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.	Transit / Regroupement de graisses issues des restaurants : volume susceptible d'être présent sur le site : 20 m³	Volume ≥ 100 m³
2795	NC	Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux	** Nettoyage des citernes de transport	-

A : autorisation ; NC : Non classé

Constats : Dans un premier temps, l'exploitant a présenté le site. Le site existe depuis les années 2000, sous le nom de SANITRA. Il appartenait au groupe Suez qui a décidé de revendre la partie assainissement dans les années 2020. Le site a ensuite été repris par Veolia, qui a également intégré la SARP.

Actuellement, bien que les noms de sociétés aient changé, SNAVEB ayant remplacé SARP OSIS IDF, l'exploitant a insisté sur le fait que l'organisation opérationnelle était la même depuis novembre 2021. Les équipes demeurent les mêmes, les clients et le matériel également.

Les activités consistent à offrir aux clients industriels des prestations de pompage des séparateurs hydrocarbures et des prestations de maintenance telles que le nettoyage, le pompage des installations de traitement de surface, globalement tout ce qui tourne autour de la cuve à carburant.

Dans le secteur de la chimie, il existe un petit gisement, toujours dans l'idée de réaliser du regroupement de déchets hydrocarburés.

L'exploitant a indiqué que les déchets traités par décantation sont des déchets simples à traiter, principalement des déchets liquides composés d'une majorité d'eau.

SNAVEB possède une centaine de clients, répartis à 80 % en IdF pour les produits simples, les pourcentages restants étant, soit des clients hors IdF, soit des clients spécifiques (secteur de la chimie notamment).

Les activités de la SNAVEB consistent également à réaliser du conseil auprès des clients pour la réalisation et le choix de leurs ouvrages.

Le site totalise 26 personnes (chauffeurs et opérateurs). Les horaires de fonctionnement se répartissent de 6 h à 14 h pour les chauffeurs/opérateurs, puis de 8 h à 18 h pour les bureaux, hors week-end et jours fériés. Il peut arriver que les personnes commencent à 5 h mais ça reste exceptionnel.

Dans un second temps, l'exploitant a présenté ses activités au regard des rubriques de classement du site.

S'agissant des activités de traitement de déchets dangereux relevant de la rubrique 3510 : L'exploitant a indiqué ne pas avoir modifié ses activités. Il réalise toujours du traitement de déchets dangereux par décantation.

S'agissant des activités de stockage temporaire de déchets dangereux (3550) et tri/transit/regroupement de déchets dangereux (2718-1) : Sur site, à un emplacement donné, les capacités de traitement et de regroupement des déchets dangereux sont limitées par les volumes des cuves et des rétentions. L'exploitant suit les quantités de déchets dangereux stockés sur site à l'aide de trackdéchets. Sur la base des quantités de déchets entrants et sortants, il détermine les quantités sur site. Sur cette base, et à la date de l'inspection, l'exploitant a estimé les quantités de déchets dangereux sur site à 113 tonnes, soit au-dessus du seuil autorisé de 110 tonnes. Toutefois, l'exploitant a rappelé que ces quantités se basaient sur des estimations des quantités de déchets entrants et sortants, et non des pesées. Ces pesées peuvent par exemple être réalisées en entrée du site de traitement final. Au réel, selon l'exploitant, les quantités de déchets dangereux sont plus proches de 104 tonnes. Enfin, l'exploitant a insisté sur le fait que ses installations ne peuvent pas contenir plus de 110 tonnes de déchets dangereux, du fait du nombre de cuves et rétentions installées.

S'agissant de l'activité de transit/regroupement/tri de déchets non dangereux relevant de la rubrique 2716, non classée : cette rubrique concerne les graisses que l'exploitant récupérait dans les restaurants. Or, cette activité n'est plus exercée. S'agissant d'une activité non classée, une mise à jour du tableau de classement n'apparaît pas nécessaire.

S'agissant de l'activité de lavage de fûts/conteneurs/citernes relevant de la rubrique 2795, non classée : l'exploitant réalise toujours cette activité de nettoyage des citernes de ses camions.

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Nature des activités

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 1.2.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Nature des déchets admis
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1.2.3.1. Nature des déchets admis Les déchets reçus sur l'installation sont :</p> <ul style="list-style-type: none">• des déchets «solides ou pâteux» imprégnés d'hydrocarbures résultant d'opérations de curage de réseaux,• des déchets constitués d'eau/hydrocarbures résultant d'opérations de nettoyage de cuves, de débourbeurs/déshuileurs, ...,• des déchets d'hydrocarbures résultant d'opérations de pompages de fond de cuves,• des déchets constitués de graisses alimentaires résultant des nettoyages de cuves, dégraisseurs de restaurants ou autres restaurations collectives. <p>Article 1.2.3.2. Déchets interdits dans les installations de transit/regroupement Sont notamment interdits sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none">• les solvants halogénés ou non halogénés,• les mélanges aqueux halogénés,• les déchets solides ou pâteux halogénés,• les déchets de solution acide ou basique,• les peintures, encres, vernis,• les huiles usagées. <p>Article 1.2.3.3. Capacité maximale annuelle</p> <p>La capacité maximale annuelle de déchets admis sur le site (déchets en transit et en prétraitement) est de 4 000 tonnes (y compris les graisses).</p> <p>Article 1.2.3.4. Rythme de fonctionnement L'établissement fonctionne de 5 heures à 18 heures et est fermé les week-ends et les jours fériés, sauf situation exceptionnelle avec accord du préfet du Val d'Oise.</p>
<p>Constats : L'exploitant a précisé ne recevoir que les types de déchets admis et repris dans cette prescription. Toutefois, il ne récupère plus les graisses alimentaires des restaurants et autres restaurations collectives. Cette prescription relative aux déchets admis sur site est respectée. Elle pourra être modifiée lors d'une prochaine mise à jour des prescriptions techniques.</p> <p>S'agissant des déchets non admis sur site, l'exploitant a rappelé que son cœur de métier était bien le traitement de déchets dangereux contenant des hydrocarbures. Cette prescription est respectée.</p> <p>En terme de capacité de traitement annuel, l'exploitant a précisé que ses activités étaient en baisse, c'est-à-dire que le site de PERSAN voit transiter moins de déchets. Ceci peut s'expliquer, d'une part, par le fait que les entreprises réalisent moins d'entretien pour faire des économies mais, dans ce cas, les séparateurs et autres nécessitent plus de travail. D'autre part, lors des maintenances, les chauffeurs peuvent aller directement en centre de traitement sans passer par le site de PERSAN. Ces déchets ne sont donc pas comptabilisés comme ayant été traités sur le site de PERSAN.</p>

Enfin, l'exploitant a ajouté qu'en septembre 2022, ils avaient rencontré un problème de déchets en sortie du site, déchets dans lesquels ont été retrouvés des PCB. Il a transmis à l'inspection le mail de trackdéchets l'informant du refus de prise en charge de ces déchets. Ses activités ont alors été immédiatement arrêtées afin d'identifier précisément la localisation de ces déchets sur le site, c'est-à-dire, la cuve ou les cuves dans lesquelles étaient traités des déchets dangereux contenant des PCB. L'identification a été longue et laborieuse. Il n'a pas été possible pour l'exploitant d'identifier le producteur de ces déchets. Afin que cette situation ne se reproduise plus, l'exploitant a mis en place une action préventive, à savoir, une analyse systématique de tous les déchets dangereux arrivant sur site, avant traitement sur site.

Enfin, sur l'année 2022, le site de PERSAN a admis 1 973 tonnes de déchets dangereux et 8,5 tonnes de déchets non dangereux, soit des quantités bien inférieures à la capacité maximale annuelle autorisée de 4 000 tonnes (sources Gerep).

Bien qu'il y ait une baisse d'activité, l'exploitant a précisé que son activité était pérenne.

La prescription relative à la capacité maximale annuelle est respectée.

Les horaires de fonctionnement se répartissent de 6 h à 14 h pour les gens du terrain, puis de 8 h à 18 h pour les bureaux, hors we et jours fériés. Il peut arriver que les personnes commencent à 5 h mais ça reste exceptionnel.

La prescription relative aux horaires de fonctionnement est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Nature des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 1.2.4
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est notamment organisé de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un ensemble de bureaux/vestiaires, • une aire de parking poids-lourds et une aire de parking VL, • un ensemble de cuves aériennes pour le stockage des déchets : • une cuve dite C7 de 60 m³ et une cuve dite C1 de 20 m³ pour le stockage de déchets liquides eau/hydrocarbures, dans la rétention R5, • une cuve dite C8 d'une capacité de 20 m³ pour le stockage des déchets graisseux dans la rétention RET3, • deux aires de réception et de dépotage des déchets solides ou pâteux (boues + liquides) dites rétention RET2 bis (capacité 20 m³) et RET2 Ter (capacité 10 m³), • une armoire pour le stockage de résines en fûts (< 10 m³) dans la rétention dite R7, • une aire de stockage de fûts vides. <p>Constats : L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas eu de modifications de ses installations, celles-ci sont identiques à celles reprises dans la prescription. Toutefois, il n'y a plus d'armoire dédiée au stockage des résines en fûts dans la rétention dite R7. Cette activité a été arrêtée il y a 4 ans. R7 n'existe plus.</p> <p>L'exploitant a précisé le cheminement des déchets dangereux de leur arrivée à leur évacuation vers l'exutoire final.</p> <p>Au cours de l'inspection, il a été constaté que les différentes cuves et rétentions portaient les mêmes dénominations reprises dans la prescription.</p> <p>La prescription est respectée. Elle pourra être mise à jour en retirant la partie relative à l'armoire et la rétention R7 lors d'une prochaine mise à jour des prescriptions.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Nature des activités

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 8.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets admis sur le site sont les déchets mentionnés à l'article 1.2.3.1 du présent arrêté et «livrés» par les véhicules appartenant à l'exploitant. Un affichage des déchets admissibles sur le site doit être visible à l'entrée du site. Ils ne pourront, de plus, être acceptés sur le site que s'ils sont accompagnés d'une fiche d'identification des déchets et du bordereau de suivi dûment renseigné établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 modifié relatif au bordereau de suivi des déchets mentionné à l'article R 541-45 du code de l'environnement. La fiche d'identification mentionne notamment les propriétés de dangers et les mentions de dangers des substances et préparations dangereuses mentionnées à l'article R 511-10 du code de l'environnement. Elle est établie par le producteur initial du déchet ou, à défaut, par le collecteur.
Constats : Au cours de l'inspection, il a été constaté qu'une affiche à l'entrée du site reprend la liste des déchets admissibles. S'agissant de la fiche d'identification des déchets et du bordereau de suivi, l'exploitant a précisé que les salariés allant sur le site du client avaient une estimation du poids des déchets dangereux à récupérer ainsi que le type de déchets. L'assistante attribue en amont au véhicule, un type de déchets et une estimation des quantités. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Nature des activités

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 8.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant organise la gestion des déchets sortants dans les conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux articles L511-1 et L541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.
Constats : L'exploitant a présenté les exutoires des déchets, une fois le traitement sur site réalisé : - SARP INDUSTRIES, - SITREM, - SUEZ à MONTGERON. Par sondage, il a été demandé à l'exploitant de présenter l'arrêté de SUEZ à MONTGERON afin de s'assurer que les déchets qu'il confie à SUEZ sont bien repris dans l'arrêté de SUEZ. L'APC du 05 février 2018 de SUEZ RV OSIS IDF a été présenté. Dans la liste des déchets admis apparaissent bien les déchets 10 03 et 16 07 08*. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), • les secteurs collectés et les réseaux associés, • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, ...), • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats : L'exploitant a présenté le plan au 1/200^{ème} des réseaux d'eaux daté du 12 janvier 2022.</p> <p>Ce plan des réseaux fait apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les secteurs collectés et les réseaux associés. Les différentes eaux, eaux usées (eaux vannes) et eaux pluviales, y sont bien distinguées. Il y est également repris les 2 points de rejets des eaux pluviales et le point de rejet des eaux usées vers l'extérieur. Au niveau du parking PL, un point bas avec un avaloir est reporté. Ces eaux sont dirigées vers un séparateur hydrocarbures, puis rejet final de ces eaux pluviales de voirie au réseau d'eaux communal (EP2). Toutefois, la vanne, vue sur site, n'est pas représentée sur le plan. Sur l'avant du site, au niveau de l'entrée, les eaux pluviales de voirie sont dirigées vers un autre séparateur pour être ensuite rejetées au réseau d'eaux communal (EP3). Une autre vanne d'isolement a été visualisée sur site. Toutefois, ces 2 vannes ne sont pas représentées sur le plan des réseaux. Ceci constitue une non-conformité ; - les séparateurs apparaissent sur le plan. <p>Par courriel du 02 juin 2023, l'exploitant a transmis ce même plan, mis à jour, sur lequel il a représenté les 2 vannes de confinement. Ceci permet de lever la non-conformité.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 4.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement des milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Au cours de l'inspection, il a été constaté qu'il y avait 2 vannes guillotine, telles que reprises dans la fiche n° 6. Elles sont signalées sur site. L'exploitant a présenté la fiche de suivi de ces vannes, sur laquelle apparaît la date de vérification des vannes. Le suivi est mensuel, la dernière vérification ayant eu lieu en avril 2023, tel que repris sur la dernière fiche de suivi. Au niveau de la vanne à l'entrée du site (EP3), l'exploitant a fait installer une rallonge au niveau du levier pour éviter de devoir s'allonger au sol pour actionner la vanne. La vanne est retenue par une goupille. Il suffit de retirer la goupille pour que la vanne se ferme. L'exploitant a présenté la procédure de gestion de situations d'urgence qui reprend les cas de mise en fonctionnement des vannes ainsi que leur localisation sur le plan. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Identification des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : <ul style="list-style-type: none">• les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos, toilettes et douches, les eaux de cantine (E.U.) ;• les eaux pluviales non polluées (EP np) et autres eaux non susceptibles d'être polluées : eaux pluviales provenant du ruissellement au niveau des toitures, ... ;• les autres eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EPP) qui ne sont pas entrées en contact avec les déchets (voiries, zones de parking) ;• les eaux résiduaires (E.R.) : les eaux de procédé, les eaux de lavage de bennes ou citernes, eaux entrées en contact avec les déchets, ...
Constats : Le plan des réseaux d'eaux présenté (voir fiche 6) reprend les différentes catégories d'effluents : <ul style="list-style-type: none">- les eaux domestiques ou eaux usées (EU) ;- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EP). <p>Il n'y a pas d'autre catégorie d'effluents.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 4.3.10		
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux rejetées		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue un programme de surveillance de ses rejets aqueux. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. L'exploitant réalise des analyses sur les rejets des effluents aqueux selon les fréquences indiquées dans le tableau ci-dessous :		
Nature des effluents aqueux faisant l'objet d'une auto surveillance	Fréquence des prélèvements et analyses à effectuer avant rejet	Paramètres
Rejets des eaux pluviales : points de rejets n° 2 et n° 3 (cf. article 4.3.5 du présent arrêté)	Au moins semestrielle	Paramètres définis à l'article 4.3.9 du présent arrêté
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les rapports des dernières campagnes de mesures de ses rejets aqueux. Au titre de 2022, les campagnes de mesures semestrielles des eaux pluviales ont été réalisées le 03 mai 2022 et le 14 février 2023. S'agissant de la campagne de mesures du 14 février 2023, l'exploitant a indiqué avoir oublié de réaliser la 2 ^{ème} campagne au titre de 2022 et que cette campagne est à considérer sur l'année 2022. La non-conformité relative à la périodicité non respectée peut être levée, l'exploitant ayant engagé des mesures correctives. Les analyses ont porté sur les paramètres pH, température, MES, DCO et indice d'hydrocarbures totaux, au niveau des points de rejets EP2 et EP3. Les résultats des 2 campagnes de mesures respectent les valeurs limites fixées dans l'arrêté. La prescription est respectée.		
Observations : L'inspection note que la fréquence semestrielle des mesures des rejets aqueux n'est pas respectée et ce, depuis au moins 2021. En effet, au cours de la précédente inspection de 2022, il avait été constaté qu'une seule campagne de mesures avait été réalisée en 2021. Bien que l'exploitant mette en place des mesures correctives, en décalant la réalisation des mesures, la fréquence de 6 mois n'est pas respectée. Une attention particulière doit être portée par l'exploitant sur la fréquence de réalisation des mesures de ses rejets aqueux.		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 10 : Prévention de la pollution de l'eau et des sols

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 4.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau et programme de surveillance des effets sur les eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Le site dispose d'au moins trois piézomètres afin de réaliser le contrôle de la qualité des eaux souterraines au droit du site.</p> <p>Les piézomètres sont maintenus en bon état, conformément aux bonnes pratiques et aux normes en vigueur.</p> <p>La localisation des ouvrages est précisée sur un plan. Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.</p> <p>Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE, ...).</p> <p>Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.</p> <p>L'exploitant fait analyser, tous les 5 ans, en période de hautes et basses eaux, les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• hauteur de nappe, température conductivité ;• pH ;• Hydrocarbures totaux ;• COHV (composés organohalogénés volatils) ;• BTEX (Benzène, Toluène, Éthylbenzène et Xylènes) ;• Métaux : Cadmium, Chrome, Nickel, Cuivre, Plomb, Zinc, Mercure, Arsenic. <p>Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.</p> <p>Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, l'exploitant en informe sans délai le Préfet et l'inspection des installations classées et met en place un plan d'action et de surveillance renforcée. L'exploitant adresse, à une fréquence déterminée par le Préfet, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée.</p>
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel du 02 juin 2023, le rapport dénommé "reconnaissance de la qualité des sols et des eaux souterraines" réalisé par SARPI Remédiation France, en juin 2023. Sur ce rapport, il est indiqué que deux piézomètres complémentaires ont été installés sur le site en mars 2023 à une profondeur de 7 m afin de compléter le piézomètre déjà existant. Un plan reprend la localisation des piézomètres. Le sens d'écoulement de la nappe est orienté vers le sud-est. PZ1 est ainsi localisé en amont, PZ2 en latéral et PZ3 en aval hydraulique.

S'agissant des eaux souterraines, une campagne de mesures a été réalisée entre le 30 mars 2023 et le 05 avril 2023, la nappe ayant été mesurée à 3 m. Les paramètres mesurés sont : les métaux, les HAP, les BTEX et les hydrocarbures C5-C40.

Les résultats des analyses dans les eaux souterraines ont mis en évidence :

- **un très fort impact en COHV au droit de l'ouvrage PZ2** (somme des COHV : 117 mg/l) localisé en aval latéral hydraulique du site et en aval hydraulique au niveau de PZ3. Les composés principalement retrouvés sont le cis-1,2-dichloroéthène (52 mg/l) et le chlorure de vinyle (11 mg/l),
- les COHV sont détectés en concentrations moindres sur PZ3 (traces à faibles concentrations, soit 42 µg/l) ,
- l'absence d'impact en hydrocarbures C10-C40 sur PZ2, et au droit de PZ1 et PZ3 pour les hydrocarbures C5-C40 et BTEX (teneurs inférieures aux seuils de quantification du laboratoire). À noter que la limite de quantification du laboratoire pour les paramètres hydrocarbures C5-C10 et BTEX a été relevée sur les échantillons de PZ2 en raison d'une dilution nécessaire, il n'est donc pas possible de statuer sur le niveau de concentrations de ces composés pour PZ2,
- la présence d'arsenic au droit de PZ2 et PZ3 en concentrations faibles à modérées,
- l'absence d'impact significatif au droit de PZ1.

Au regard de ces résultats d'analyses, l'exploitant propose une surveillance de la nappe afin, d'une part, de confirmer le sens d'écoulement de la nappe et, d'autre part, de suivre l'évolution des teneurs mesurées lors de cette première campagne.

Or, les propositions de l'exploitant n'apparaissent pas suffisamment développées, au regard des teneurs mesurées. **Ceci constitue une non-conformité.**

Non-conformité n° 1 : La première campagne de mesures des eaux souterraines a mis en évidence une pollution dans la nappe. Or, les actions proposées par l'exploitant n'apparaissent pas suffisantes. L'inspection demande à l'exploitant de proposer des actions correctives assorties d'un échéancier de mise en oeuvre afin d'identifier plus précisément la ou les origines et les caractéristiques de cette pollution, dont son étendue, et d'adapter ses actions correctives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Prévention de la pollution de l'eau et des sols

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Effets sur les sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base déposé le 11 août 2015 ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.</p> <p>Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 10 ans pour les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Hydrocarbures totaux ; • HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) ; • Métaux : cadmium, chrome, nickel, cuivre, plomb, zinc, mercure, arsenic.
<p>Constats : Dans le rapport cité dans la fiche 10, sont repris les résultats des analyses réalisées dans les sols. S'agissant des sols, 4 sondages ont été prélevés à 3 m de profondeur. Chaque sondage a fait l'objet de 3 analyses. Une campagne de mesures a été réalisée entre le 30 mars 2023 et le 05 avril 2023. Un plan reprenant la localisation de ces sondages est repris dans le rapport.</p> <p>Les paramètres mesurés sont : les métaux, les HAP et les hydrocarbures C5-C40.</p> <p>Les résultats des analyses dans les sols ont mis en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence de teneurs modérées à fortes en hydrocarbures C10-C40 au droit d'un des points de sondage (S2) entre 0,5 et 3 m de profondeur (concentration maximale de 2100 mg/kg), - des traces à faibles concentrations en hydrocarbures C5-C10 au droit de S2, et l'absence d'impact significatif en hydrocarbures C5-C40 au droit des autres points et pour les HAP sur l'ensemble des sondages, - la présence de métaux à des teneurs parfois supérieures au bruit de fond local (valeurs ASPITET, cuivre (36 mg/kg) au droit de S4, mercure (0,48 mg/kg) au droit de S4 et plomb (200 mg/kg) au droit de S4). <p>Au regard de ces résultats d'analyses, l'exploitant propose uniquement une surveillance de la nappe et telle que reprise dans la fiche 10.</p> <p>Or, les propositions de l'exploitant n'apparaissent pas suffisamment développées, au regard des teneurs mesurées. Ceci constitue une non-conformité.</p> <p>Non-conformité n° 2 : La dernière campagne dans les sols a mis en évidence une pollution. Or, aucune proposition d'actions correctives n'est faite par l'exploitant. Ainsi, l'inspection demande à l'exploitant de proposer des actions correctives assorties d'un échéancier de mise en oeuvre, afin d'identifier plus précisément la ou les origines et les caractéristiques de cette pollution, dont son étendue, et d'adapter ses actions correctives.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, chapitre 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence de l'ensemble du site est effectuée 6 mois suivant la date de notification du présent arrêté, puis tous les 3 ans à compter de cette même date. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. La première campagne de mesure doit être effectuée un jour de semaine (du lundi au vendredi) durant les horaires de fonctionnement de l'installation, à savoir en période diurne (de 7 h à 18 h) et en période nocturne (de 5 h à 7 h).</p> <p>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Constats : Les dernières mesures ont été réalisées du 15 au 16 janvier 2019 par Bureau Veritas. Quatre points en limite de site ont fait l'objet de mesures des niveaux sonores. Une habitation est identifiée au nord du site, coté du point de mesure 1. Les niveaux sonores mesurés au niveau des 4 points sont conformes.</p> <p>S'agissant de l'émergence au niveau du point 1, celle-ci a été calculée à 9,5 dB(A), la valeur limite étant de 5 dB(A). Le prestataire conclut à une non application de cette émergence, le point 1 ayant fait l'objet de mesures en limite de site et non, dans la zone à émergence réglementée. A ce stade, aucune plainte n'a été répertoriée à l'encontre de ce site.</p> <p>Toutefois, la périodicité des mesures n'est pas respectée.</p> <p>La prescription n'est pas respectée.</p> <p>Non-conformité n° 3 : les dernières mesures de bruit ont été réalisées en 2019 alors que la périodicité des mesures est de 3 ans. L'exploitant réalise des mesures de bruit et transmet le rapport à l'inspection avec les commentaires appropriés en cas de dépassement (échancier de mise en conformité).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Zonage des dangers internes à l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir, soit de façon permanente ou semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : L'exploitant a présenté un plan des zones à risques. Celui-ci est affiché à l'entrée du site. Des pictogrammes reprenant les différents risques y sont reportés. Différentes couleurs permettent de matérialiser les différentes zones du site : zone parking, zone de dépotage, stockage hydrocarbures, ... La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des extincteurs, en nombre et en qualité adaptés aux risques, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; • au moins 1 poteau d'incendie conforme aux normes en vigueur assurant un débit minimum de 60 m³/h, pendant une durée d'au moins deux heures, placé à moins de 100 mètres des bâtiments et stockages des déchets.
<p>Constats : L'exploitant a présenté les moyens de lutte contre l'incendie disponibles sur le site :</p> <p>- des extincteurs : la dernière vérification a été réalisée par DESAUTEL le 12 juillet 2022. De nombreuses non-conformités ont été constatées. Certaines ont été levées, d'après l'exploitant, mais DESAUTEL ne délivrera un nouveau rapport de conformité qu'une fois la totalité des non-conformités levées. L'exploitant a ajouté avoir relancé DESAUTEL le 17 mai 2023, sans succès ;</p> <p>- un poteau incendie à l'extérieur du site : ce poteau est représenté sur le plan et a été vu lors de l'inspection. L'exploitant rencontre des difficultés à obtenir les informations de disponibilités de ce poteau auprès de la mairie. Par courriel du 02 juin 2023, l'exploitant a transmis la fiche de vie du poteau le plus proche du site. La dernière vérification date du 31 mars 2022 et le débit mesuré est 60 m³ à une pression de 1 bar.</p> <p>Non conformité n° 4 : La dernière vérification du poteau incendie se trouvant en face du site a été réalisée il y a plus d'1 an. L'exploitant s'assure de la disponibilité du poteau incendie et transmet les éléments le justifiant à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020, article Titre 9
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport annuel d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse, avant la fin du mois de mars de chaque année, un rapport d'activités concernant l'année écoulée. Ce rapport comporte, notamment, une synthèse des informations prévues par le présent arrêté ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent de l'exploitation des installations [notice de présentation des installations, nature, quantités de déchets transitant sur le site (y compris en regroupement), justification des filières de traitement ou d'élimination, données d'autosurveillance des installations, ...].
Constats : S'agissant du rapport annuel qui doit nous parvenir chaque année avant fin mars, l'exploitant a indiqué le finaliser. Ceci constitue une non-conformité. Non-conformité n° 5 : Le rapport annuel 2022 n'a pas été transmis à l'inspection. L'exploitant transmet ce rapport annuel dans lequel figure l'ensemble des points repris dans la prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois